

Le 27 mars, franchir un cap dans la mobilisation pour gagner

Le 11 mars, jour de réunion du Cneser consacré à la répartition budgétaire dans les établissements, l'intersyndicale de l'enseignement supérieur dans son arc complet – personnel, étudiant-es et parents d'élèves – appelait à une journée nationale de mobilisation, alors que, dans quelques établissements, les étudiant-es, parfois rejoints par le personnel, se mobilisent depuis plus de trois mois « contre la casse de l'enseignement supérieur ». D'ores et déjà, l'intersyndicale a fixé un nouveau rendez-vous le 27 mars, pour amplifier la participation et franchir un cap.

Par **ANNE ROGER**, cosecrétaire générale

DE NOMBREUSES RAISONS DE NOUS MOBILISER

Le 11 mars, plus de 5 000 étudiant-es et membres du personnel se sont retrouvés dans près de 20 cortèges ou rassemblements organisés partout en France, 2 500 à Paris dans une manifestation très dynamique partant de la place de la Sorbonne, 1 000 à Rennes, 500 à Toulouse, 300 à Marseille, etc. Les mots d'ordre étaient variés : exiger un autre budget pour l'enseignement supérieur et la recherche, dénoncer les attaques qui pèsent sur la science et sur les scientifiques aux États-Unis et partout dans le monde, et dénoncer la scandaleuse campagne d'évaluation de la vague E menée par le Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur.

Concernant le budget, le matin même, le Cneser a repoussé la répartition de la dotation entre les établissements avec 95 % de votes contre. Les conséquences de l'insuffisance des subventions pour charge de service public se font déjà sentir dans les établissements : diminution des capacités d'accueil et du nombre d'heures de formation dans les maquettes, injonction d'ouvrir des formations en apprentissage pour faire rentrer des ressources propres, restriction des budgets de fonctionnement pour la recherche, gels de postes, non-remplacement des départs à la retraite, augmentation des effectifs ou suppression de groupes de TD, et évidemment augmentation de la charge de travail pour tout le personnel, le tout sans revalorisation des rémunérations alors que le pouvoir d'achat du personnel ne cesse de diminuer.

LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET L'UNIVERSITÉ ATTAQUÉES

Par ailleurs, les mesures obscurantistes de l'administration Trump aux États-Unis, les licenciements en masse dans les services publics, sa croisade contre l'esprit critique, la science et les scientifiques sont gravissimes et constituent un

coup de semonce dont les ondes de choc se ressentent partout dans le monde. La mobilisation autour de Stand Up for Science, rendue particulièrement visible le 7 mars avec 15 000 personnes mobilisées, montre que nous sommes nombreux et nombreuses à nous inquiéter du peu de place et de crédit accordés à la recherche scientifique. Les attaques contre la science et les scientifiques outre-Atlantique menacent de se répandre en France, avec déjà une certaine défiance dont nous sommes témoins pour la science. Partout dans le monde, la liberté académique est attaquée. La science et la recherche scientifique dérange. L'université dérange. Un certain nombre de thématiques sont particulièrement ciblées car elles analysent, questionnent et peuvent remettre en cause l'ordre établi. Nous devons défendre les collègues dans l'exercice de leur métier contre les attaques individuelles, qui vont du discrédit scientifique aux entraves à l'exercice du métier, en passant par des menaces de révocation.

UNE INDISPENSABLE UNITÉ

Défendre la démocratie face à la montée de l'extrême droite et des idées réactionnaires impose de développer les services publics, dont celui de l'enseignement supérieur et de la recherche. Cela passe par le maintien d'universités publiques, ouvertes, lieux de construction et de diffusion de la connaissance, de vie sociale et de développement de l'esprit critique, au contraire de l'injonction restrictive qui leur est faite d'être juste en adéquation avec le marché, que ce soit celui du travail ou celui de l'innovation.

Cela ne sera possible qu'avec un budget de l'ESR revu à la hausse et une remise à plat de l'évaluation des formations et de la recherche. Nous ne pourrions les gagner seul-es : toutes les forces progressistes doivent s'unir pour continuer et amplifier la mobilisation. Le SNESUP-FSU continuera à être porteur de propositions en ce sens au sein de la FSU et de l'intersyndicale, et à participer activement à la construction de la mobilisation. ■

Défendre la démocratie face à la montée de l'extrême droite et des idées réactionnaires impose de développer les services publics, dont celui de l'ESR.